

Drouin, Paquin & Associés. *Étude sur le commerce du livre au Québec*. Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1976 (i.e. 1977). 2 vol.

Yves Ducharme

Volume 23, Number 4, December 1977

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055212ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055212ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (print)

2291-8949 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Ducharme, Y. (1977). Review of [Drouin, Paquin & Associés. *Étude sur le commerce du livre au Québec*. Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1976 (i.e. 1977). 2 vol.] *Documentation et bibliothèques*, 23(4), 218–220.
<https://doi.org/10.7202/1055212ar>

maine. Il est souhaitable que les responsables de services audiovisuels ainsi que les bibliothécaires prennent connaissance de ce document pour aligner leurs services sur les orientations qui y sont proposées. L'ouvrage prouvera son utilité autant dans la formation des futurs bibliothécaires que dans les bibliothèques comme outil de travail pratique.

Bernard Dumouchel

Centre de documentation
Collège Algonquin
Ottawa

Drouin, Paquin & Associés. Étude sur le commerce du livre au Québec. Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1976 (i.e. 1977). 2 vol.

Cette étude, réalisée à la demande du ministère des Affaires culturelles, constitue de fait un rapport sur la situation du commerce du livre au Québec telle qu'elle se présentait en 1976. La première partie, résultat de consultations multiples auprès des libraires, éditeurs, et plus particulièrement des éditeurs de manuels scolaires, ainsi que des collectivités-consommateurs, résume d'une façon succincte mais exhaustive les différentes facettes de ce secteur d'activité commerciale. La seconde partie, à la lumière d'une analyse des données présentées précédemment, soumet des recommandations qui, si elles étaient appliquées, pourraient s'avérer avantageuses pour toutes les parties associées au commerce du livre, à l'exclusion peut-être de l'individu-consommateur dont on ne s'est malheureusement pas préoccupé dans toute cette étude.

La première partie, intitulée *Évaluation de la situation*, a été élaborée en respectant assez fidèlement les éléments suivants du mandat: analyse des opérations et de la rentabilité des librairies et des maisons d'édition ainsi qu'un examen des mécanismes de distribution et de diverses questions connexes, telles le transport, les importations et les exportations de livres. De façon concrète, les responsables de l'étude, Paquin et Hoepffner, ont d'abord procédé à

l'analyse de la législation et de la réglementation actuelle du livre; ils ont ensuite préparé un questionnaire sur les opérations et résultats financiers des libraires auquel ces derniers ont été priés de répondre; ils ont effectué une analyse des mécanismes de distribution de livres au Québec par le moyen d'entrevues auprès des maisons de distribution exclusive et des messageries; ils ont rencontré les représentants des associations ou groupes concernés par le commerce du livre, y compris ceux des commissions scolaires et du ministère de l'Éducation; enfin, ils ont examiné les opérations de l'Association canadienne de diffusion du livre (A.C.D.L.).

Il est assez difficile de contester ou de juger les éléments fondamentaux de cette première partie puisqu'ils sont constitués de faits, de statistiques, d'états financiers et d'évaluations objectives. Certes, le profane eût apprécié un travail plus détaillé, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit ici d'un document administratif qui implique beaucoup d'acquis. Les données statistiques de départ manquent souvent de précision ou, plutôt, reflètent une difficulté de conciliation, étant donné qu'elles proviennent de deux sources différentes, à savoir Statistique Canada et la Bibliothèque nationale du Québec. Les réponses et commentaires obtenus des libraires, éditeurs et distributeurs font l'objet d'un préjugé favorable parce que, en provenance d'éléments multiples et diversifiés, elles se rejoignent dans leurs conclusions et leurs doléances. Les observations des consommateurs — institutions d'enseignement et bibliothèques subventionnées — attirent l'attention sur les difficultés particulières à ces milieux, pécuniaires surtout, mais n'insistent pas suffisamment sur certains aspects du problème que seule une consultation de l'individu-consommateur aurait probablement pu faire apparaître.

Il est une dimension de la situation du commerce du livre au Québec qui n'a nullement été envisagée dans toute cette étude: celle d'un retour critique sur la production récente et de sa correspondance aux besoins du milieu, tant du point de vue du contenu que de la présentation et du prix. Devant la production abondante et

sauvage de nos éditeurs ces dernières années, il est impérieux de s'interroger sur les critères respectés par ceux-ci dans l'établissement de leurs programmes d'édition. Pullulement et recoupement excessif deviennent les caractéristiques de certains types de documentation: les livres de cuisine et d'artisanat en sont des exemples. La facilité de certains écrivailleurs à faire éditer leurs «salades» est en train de créer un engorgement de la catégorie des ouvrages dits d'information et de vulgarisation. Romanciers et poètes trouvent de plus en plus difficilement preneurs chez les grandes maisons d'édition alors qu'ils devraient constituer un choix prioritaire. Les ouvrages scientifiques, mis à part ceux en sciences humaines, semblent échapper à la préoccupation de nos éditeurs, à moins qu'ils n'échappent tout simplement à celle de nos scientifiques. À ces remarques générales sur l'analyse des fonds des éditeurs, il est malheureusement nécessaire d'ajouter des commentaires désobligeants sur ce qui devient de plus en plus la norme au niveau du produit: travail d'édition bâclé, surtout au niveau des abondantes traductions, et présentation matérielle inadéquate ou tout simplement inacceptable.

Un dernier point, capital s'il en est un, retient l'attention parmi les omissions de cette étude: il s'agit du prix des volumes. On a certes traité du coût des ouvrages en tant que base du calcul du profit éventuel de l'éditeur, du distributeur ou du libraire. La question du prix du côté des consommateurs, institutions et bibliothèques a été effleurée, mais beaucoup plus pour mettre en évidence l'insuffisance des fonds en provenance de l'Administration que pour s'en plaindre ou pour le contester. Le lecteur individuel aurait manifesté des doléances d'un ordre plus précis relativement à ce qu'il doit déboursier pour satisfaire ses besoins de documentation et ses goûts de lecture. Qu'aurait-on pu répondre à ses interrogations sur l'inflation galopante qui accable plus que tout autre bien de consommation le livre sous toutes ses formes? Comment aurait-on pu justifier que certains de nos meilleurs littérateurs, Roy, Savard, Thériault et Blais, soient accessibles en anglais à un prix moindre qu'en français mal-

gré le fait que les frais de traduction s'ajoutent et que les tirages sont probablement inférieurs? Aurait-on pu lui expliquer que l'augmentation constatée dans la totalité des collections de poche importées de France, qui est tout simplement aberrante, est presque uniquement le fait du contournement d'une législation locale trop rigide qui a eu comme victimes principales les cousins québécois? L'insuccès des deux collections de poche québécoises, déjà anciennes, ne saurait suffire à éliminer cette solution qui, dans la mesure où elle ferait appel à un bon jugement dans le choix des titres et à la créativité dans la présentation matérielle, pourrait devenir le véhicule par excellence de diffusion de nos classiques et de nos meilleurs auteurs contemporains.

La seconde partie de l'étude, *Définition d'une stratégie d'aide et de développement*, nous informe de ce que devraient être les objectifs d'une politique du livre ainsi que de la stratégie à entreprendre et des moyens d'action à utiliser pour développer le commerce du livre au Québec. Selon les analystes, il est nécessaire d'augmenter l'accessibilité du livre afin de développer les habitudes de lecture et la consommation du livre dans notre milieu. Ceci ne peut se faire que par l'amélioration de la qualité des ouvrages offerts et l'atteinte d'une excellence du service fourni par les libraires grâce au dynamisme des différents agents du secteur du livre, de l'édition à la vente au détail. Les propositions présentées par les auteurs en vue de la réalisation des objectifs opérationnels d'une politique du livre et décrites par un ensemble de mesures concrètes, que l'on ne peut que résumer à cause de leur ampleur et de leur développement, s'appuient sur une réflexion dont les considérations principales sont les suivantes:

«1° Aucun type de mesures ne peut faire apparaître par lui-même un commerce du livre créatif et florissant; 2° l'aide au secteur du livre devrait être conçue comme encourageant et prolongeant les efforts des entreprises mais non pas comme un substitut à ces efforts; 3° la réglementation relative au commerce du livre devrait être incitative et non pas restrictive; et

4° toutes les mesures composant la politique du livre devraient favoriser et être compatibles avec la production et la diffusion de livres de qualité.»

Les recommandations elles-mêmes concernent le développement de l'édition, la réorganisation du réseau de distribution du livre, la réorientation du secteur de la librairie et s'accompagnent de suggestions spécifiques au manuel scolaire. Parmi les mesures proposées, nous retenons celles qui nous apparaissent les plus novatrices: création d'une qualité d'éditeur agréé, établissement de programmes d'aide à la promotion des livres, aide à l'amélioration de la qualité des ouvrages, orientation en matière de distribution du livre, création d'une coopérative d'éditeurs, création, au service des libraires, d'un organisme d'information et de distribution du livre, établissement d'un réseau commercial de distribution du livre, promotion et diffusion des livres québécois à l'étranger, formation professionnelle des libraires, possibilité de création de comptoirs du livre dans les zones excentriques, achats de manuels scolaires par le ministère de l'Éducation. Il est évi-

dent que ces mesures, si elles étaient appliquées, pourraient entraîner avec elles des conséquences plus ou moins heureuses selon la position que l'on occupe ou les objectifs que l'on poursuit en tant qu'éditeur ou libraire. La volonté manifeste de professionnaliser ces deux secteurs d'activité, aux dépens de l'amateurisme qui y règne depuis trop longtemps, de même que l'encouragement au regroupement et à la consolidation par le recours à la coopérative, à l'agence et au réseau, seront sans doute accueillis avec réticence par tous ces commerçants du livre qui logent depuis longtemps à l'enseigne de l'individualisme.

Il reste à souhaiter que ce document soit un des éléments à l'origine d'une révision de la politique actuelle de la lecture, s'il en est une, et que l'État sache trouver avec diligence des solutions originales à ce problème du livre si étroitement lié à celui de la langue et, conséquemment, vital pour notre collectivité.

Yves Ducharme

Centrale des bibliothèques
Montréal

Nouveauté

Jimmy Carter

et les élections américaines de 1976

par Philippe Legrez

Un volume d'actualité écrit dans un style vivant.

Une analyse simple sans être superficielle.

Un récit de l'ascension de Carter qui se lit comme un roman.

207 pages; 13.5 × 20.9cm; \$6.95

Chez votre libraire ou aux

Éditions Bellarmin
8100, boul. Saint-Laurent
Montréal H2P 2L9
Tél.: (514) 387-2541